

## 2024 EN PHOTOS ET EN DESSINS



**FOCUS** *Des journalistes en exil qui refusent de se taire*

## Le directeur de rédaction et les “médiawoke”

« Nous voyons maintenant qu'aux États-Unis, les élections peuvent être gagnées en dépit de l'influence dominante des médias de gauche libérale “woke”. » Ce tweet du 6 novembre, signé Claus Strunz, directeur de la rédaction d'Euronews, a choqué et inquiété les journalistes de la chaîne d'information, dont les élus ont dénoncé, dans une motion en CSE extraordinaire, des « prises de position partisans et non sourcées ». Ils précisent que Claus Strunz a demandé que ses mails personnels soient retweetés par le compte officiel d'Euronews et imposé de « s'en remettre aux résultats de Fox News, soutien de Donald Trump » et non d'Associated Press, « comme le fait l'écrasante majorité des rédactions sérieuses dans le monde ». Entre autres brillantes analyses, le directeur de la rédaction a aussi qualifié le gouvernement allemand sortant de « pire gouvernement de l'histoire de l'Allemagne ». Une urgente leçon d'histoire s'impose.

## Les éditocrates et le “chaos”

« Une censure et le chaos » (*La Nouvelle République*). « Combien de croissance envolée ? Combien d'emplois ne verront pas le jour ? Où sera le taux de chômage ? » (BFM-TV). « Au total, rien que sur l'impôt sur le revenu, les Français paieraient trois milliards d'impôts sur le revenu en plus si on reconduisait le budget 2024 ! » (RMC). « [...] tout est fracas, échecs, déprime » (France Inter). « [...] une situation qui va être bien plus dramatique que celle de la Grèce ! [...] C'est un chaos total » (C8). Acrimed a scruté « l'éditocratie en roue libre », annonçant l'apocalypse lors du vote de la censure du gouvernement Barnier. Dans *Le Point*, Serge Raffy fustige « le retour d'une forme d'alliance brun-rouge ». Le pire, c'est que la formule ne peut même pas passer pour une outrance, tant de nombreux commentaires ont fleuri dans les médias sur le « gaucholénisme » ou « les convergences entre les deux extrêmes ».

## Le photjournaliste et la “servilité”

Sur le bureau de Yaël Braun-Pivet, une série de portraits photographiques d'elle-même. En compagnie d'un de ses conseillers, la présidente de l'Assemblée nationale recherche « la photo qui représente le mieux [son] année politique ». Pas convaincue, elle appelle le photjournaliste de l'AFP lauréat du Prix de la photo politique 2023. Dans la seconde, ce dernier pousse la porte, car « [son] métier est d'être là où ça se passe ». Après un coup d'œil sur le bureau, il lance, en tirant une photo de sa poche : « J'ai une suggestion à vous faire. » Visages ravis de la présidente et de son conseiller : « Oui, c'est peut-être la meilleure... » Cette vidéo a servi à promouvoir l'édition 2024 du Prix de la photo politique décerné par l'Assemblée nationale. Visiblement, aucun des protagonistes n'a perçu la mise en scène « grotesque et servile » du métier de photographe de presse. La CGT de l'AFP, elle, l'a dénoncée lors de la réunion de CSE d'octobre.

## Témoins

Nouvelle série, n° 95  
novembre - décembre 2024

## Sommaire

### DOSSIER

Une année en photos et en dessins ..... 4

### FOCUS

Des journalistes en exil qui refusent de se taire ..... 16

Walid Bourouis : “J’ai retrouvé ma voix de journaliste” ..... 17

Mahammad Mirzali pourchassé et attaqué jusqu'en France ..... 18

Rozerin Uruçu : la lutte des classes pour la justice et l'égalité ..... 19

### ACTUS MÉDIAS

Appel contre « l'omnipotence financière et médiatique du groupe Bolloré » ..... 20

### VIE SYNDICALE

CCJJP : un score historique et un siège de plus pour le SNJ-CGT ..... 21

Réflexion : un séminaire et des journées spécifiques pour les femmes ..... 22

### INTERNATIONAL

FEJ : enquête sur la violence à l'encontre des journalistes ..... 23

FEJ : les pigistes d'Europe à Vichy ..... 23

## Témoins

Revue trimestrielle  
du Syndicat national des journalistes CGT

Responsable de la publication: Pablo Aiquel.

Ont collaboré à ce numéro:

Textes: Pablo Aiquel, Houda Benallal, Walid Bourouis, Éléonore Duplay, Ludovic Finez, Sonia Reyne, Rozerin Uruçu.

Dessins: Babouze

Photos: Laurent Martinat et adhérent.e.s du SNU-CGT

Rédaction en chef: Ludovic Finez.  
Secrétaire de rédaction: Pablo Aiquel.  
Révision: Francis Ambrois.  
Direction artistique: Ilæe Roc.

Impression: Alliances, 115 avenue Raspail, 94250 Gentilly. Tél.: 01 41 98 37 98.

Commission paritaire: 0928 5 06290.

N° ISSN: 1281-1343.

### En cas de changement d'adresse

Merci de bien vouloir transmettre le plus rapidement possible au syndicat – contact@snjct.fr ou 01 55 82 87 42 – tout changement d'adresse afin de tenir à jour nos fichiers et de vous envoyer au bon endroit *Témoins* ou tout autre document.



# Une année de luttes et de défis

Nous avons préparé ce numéro de *Témoins* pendant les fêtes. Nous aurions pu écrire une lettre au Père Noël, pour lui demander de nous offrir cette année, en vrac, l'ouverture d'une négociation annuelle obligatoire dans la presse nationale, que l'on attend depuis 2018 ; la mise en place de la commission permanente paritaire de négociation et interprétation (CPPNI) de notre convention collective des journalistes, obligatoire depuis 2016 mais jamais mise en place par le patronat ; un feuillet à 60 € brut partout et au moins à 55 € en presse régionale, où il n'existe toujours pas de barème minimal ; des patrons qui n'attaquent pas nos élus et représentants... Mais comme nous ne croyons pas au Père Noël, nous optons pour les bonnes résolutions, dans la continuité de nos actions déjà réalisées et en cohérence avec nos engagements de congrès.

## Droits voisins, défense des précaires, avenir de l'audiovisuel public

En 2025, négociations la part équitable et appropriée des droits voisins qui revient aux auteurs et actrices journalistes, en s'appuyant sur les ressources du syndicat, comme l'ont fait l'an dernier nos camarades du *Monde*, du *Figaro*, de *La Dordogne libre*, ou, concernant les droits d'auteur, de *Courrier international*.

En 2025, passons au peigne fin les accords d'entreprise pour traquer là où les précaires ont été illégalement exclus, comme l'a fait notre section du *Républicain lorrain*, afin de permettre aux journalistes pigistes d'espérer toucher l'intéressement.

En 2025, obtenons le soutien de centaines d'élus locaux, comme l'ont fait nos camarades de l'audiovisuel public.

En 2025, luttons pour nous faire respecter, comme nos délégués syndicaux au *Canard enchaîné* ou chez Indigo Publications, visés par leurs employeurs.

En 2025, mobilisons-nous jusqu'à faire grève si les directions ne veulent pas entendre et écouter les salariés, comme chez BFM et RMC.

En 2025, intégrons activement, à l'échelle régionale et dans les commissions thématiques nationales, la Fédération CGT du spectacle et de l'information, et luttons ensemble pour gagner.

## Liberté d'expression, liberté d'informer

L'année 2025 commence avec de nombreux défis. Le 7 janvier, nous rendions hommage à nos confrères et consœurs de la rédaction de *Charlie Hebdo*, massacrés il y a une décennie dans un attentat terroriste. Les menaces contre la liberté d'expression et la liberté d'informer se sont multipliées en France et en Europe. Une dizaine de jours après, nous nous rassemblions pour soutenir Ariane Lavrilleux et les journalistes poursuivis au nom du secret défense et de lois bancaires, qu'il faut changer. Fin janvier, nous organisons un atelier européen sur la négociation collective pour les free-lance et les journalistes pigistes, car nous devons nous former et travailler ensemble pour exiger de meilleures conditions de rémunération et de travail. Notre syndicat est également pleinement engagé pour faire venir en France le photjournaliste palestinien Loay Ayyoub, afin qu'il témoigne des difficultés de travailler sous les bombes à Gaza. Nous avons travaillé d'arrache-pied pour participer à la contribution CGT pour le sommet de Paris les 10 et 11 février sur l'intelligence artificielle, une technologie qui aura un impact considérable sur nos métiers et qui ne doit pas être introduite sans consultation des représentants du personnel et des organisations syndicales.

## Quitter X avec ses abonnés et ses données

Enfin, nous avons été la première organisation de journalistes à quitter X et à participer très activement au collectif Hello Quitte X, dont l'application hébergée par le CNRS permet aux citoyens mais surtout aux médias et aux journalistes de sortir, avec ses abonnés et ses données, d'une plate-forme qui vise à promouvoir les idées d'extrême droite et à détruire la vérité, la démocratie et, par conséquent, le journalisme.

Bonne année, chères et chers camarades, puissent nos consœurs et confrères exilés et exilés nous inspirer : force et patience pour relever ces défis et lutter ensemble pour gagner.

Pablo Aiquel, secrétaire général du SNU-CGT



2024 a été chargée pour le SNJ-CGT, avec notamment son congrès en juin, les élections à la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) en novembre et décembre, une présence importante à la Fête de l'Humanité en septembre, la mobilisation contre l'extrême droite au printemps et au début de l'été, la défense de l'audiovisuel public... *Témoins* vous propose un arrêt sur images.



Le Congrès 2024 du SNJ-CGT s'est tenu en juin à Six-Fours-les-Plages, dans le Var. Après quatorze ans de fonction de secrétaire général, Emmanuel Vire a passé la main à Pablo Aiquel. Photo Laurent Martinat

# UNE ANNÉE EN PHOTOS ET EN DESSINS

# 2024



PAGE 6 - Photos de gauche à droite et de haut en bas

- Dépouillement du vote à la CCIJP. Au second tour, bouclé en décembre, le SNJ-CGT a réalisé un score historique de près de 26 % (voir page 21).
- Le SNJ-CGT était présent à la Fête de l'Huma en septembre, notamment au Village des médias indépendants (voir *Témoins* n° 94).
- Au printemps, le syndicat a pris part aux nombreuses mobilisations pour contrer la montée dans les urnes de l'extrême droite (voir *Témoins* n° 93).

PAGE 7 - Photos de gauche à droite et de haut en bas

- À Marseille, lors d'une manifestation contre l'extrême droite.
- Le SNJ-CGT a participé aux États généraux de la presse indépendante organisés en réaction aux États généraux de l'information, qui ont rendu leurs conclusions en septembre (voir *Témoins* n° 94).
- Le 8 mars à Paris, lors de la manifestation liée à la Grève féministe.







Ci-dessus et ci-contre : le SNJ-CGT et la CGT de l'Audiovisuel public ont mené un travail approfondi en 2024, qui a notamment donné naissance à un argumentaire à destination des parlementaires (voir *Témoins* n° 94).

Ci-dessous : le 9 décembre, le SNJ-CGT a participé à une « contre-assemblée générale » le jour de l'AG des actionnaires de Vivendi (voir page 20).



Chaque année, le SNJ-CGT organise, en priorité pour ses nouveaux élus et mandatés dans les entreprises, un stage au centre de formation syndicale Benoît-Frachon de la CGT, à Courcelles-sur-Yvette (Essonne). Celui de 2024 a eu lieu en mars.







**PAGE 10, EN HAUT**  
Lors de la conférence nationale du SNJ-CGT, en février, action symbolique en soutien aux journalistes palestiniens à Gaza.  
**MILIEU ET BAS**  
Mobilisations en soutien à Julian Assange. La dernière (photo du bas), avec la FIJ, a eu lieu en juin à Londres devant la prison de Belmarsh, quelques jours avant sa libération.

**PAGE 11, EN HAUT**  
En octobre, le SNJ-CGT a organisé au siège de la CGT à Montreuil un comité directeur de la FEJ. La délégation a participé à la manifestation intersyndicale du 13 octobre à Paris contre l'austérité.  
**EN BAS**  
En novembre, à Paris, notre camarade Walid Bourouis (voir page 17) témoigne lors d'un débat organisé par StreetPress et Singa Paris, « Enquêter, un enjeu démocratique : des journalistes en exil racontent ».







La vie du SNJ-CGT, c'est aussi des moments de convivialité, comme ici, à la veille de la conférence nationale du syndicat en février (photo du haut), dans les locaux du syndicat à Montreuil avec des camarades d'autres fédérations CGT (en bas à gauche), ou à la Fête de l'Humanité (en bas à droite).

Chaque année, fin août-début septembre, le SNJ-CGT participe, avec la CGT des Pyrénées-Orientales, au festival de photojournalisme Visa pour l'image à Perpignan. En 2024, l'exposition du SNJ-CGT présentait le travail d'Anne Paq et Frédérique Le Brun sur les manifestations en France en soutien à la Palestine (voir *Témoins* n° 93). Le SNJ-CGT a également organisé une visioconférence avec le photographe palestinien Loay Ayyoub, lauréat d'un des prix du festival.



# Pour l'information. Pour celles et ceux qui la font

Depuis 20 ans, nous protégeons et accompagnons les entreprises, les organisations de la presse et des médias, et leurs talents, pour qu'ils puissent informer en toute liberté.



## Professionnel·le·s de l'information Audiens s'engage à vos côtés



### Diversité & Solidarité

Une politique dynamique contre toute forme de discrimination



### Handicap

Opérateur de la Mission Handicap du Spectacle vivant & enregistré en partenariat avec l'Agefiph



### Égalité femmes-hommes

Label «Égalité professionnelle»  
Index de 97/100



### Cellule d'écoute contre les violences sexistes et sexuelles

Opérateur de la cellule soutenue par le ministère de la Culture



### Études Datalab Audiens

Suivi de l'évolution de la parité dans les secteurs de la création et de l'information

Audiens

POUR L'INFORMATION. POUR CELLES ET CEUX QUI LA FONT.  
santé - prévoyance - retraite - actions sociales

[www.audiens.org](http://www.audiens.org)



# DES JOURNALISTES. *en exil* qui refusent DE SE TAIRE

Tunisie, Azerbaïdjan, Turquie... *Témoins* fait le portrait de trois journalistes qui ont été contraints de fuir leur pays. Après des révélations gênantes sur les pouvoirs en place, ils ont en effet fait l'objet de graves menaces. Poursuivre leur métier en exil n'est évidemment pas simple. Cependant, ils s'accrochent.

WALID BOUROUIS

## “J’AI RETROUVÉ *ma voix de journaliste*”

Journaliste et syndicaliste tunisien, Walid Bourouis a dû quitter précipitamment son pays pour rejoindre la France après avoir révélé une affaire de corruption mettant en cause des personnalités tunisiennes<sup>1</sup>. Avec l'aide du SNJ-CGT, il a enfin obtenu le statut de réfugié. Il témoigne de sa nouvelle vie.

Par Walid Bourouis

Un an et cinq jours. Voilà le temps qu'il m'a fallu pour passer du statut de demandeur d'asile à celui de réfugié, reconnu par l'Ofrpa (Office français de protection des réfugiés et apatrides). La fin d'une attente interminable mais, surtout, le début d'une nouvelle page de ma vie. Durant cette année et quelques jours, il a fallu que je réapprenne à vivre, à me reconstruire, et à redonner un sens à mon métier, celui de journaliste.

Dans cette traversée parfois difficile et solitaire, j'ai pu compter sur un soutien essentiel, celui du SNJ-CGT, grâce auquel j'ai pu retrouver mes repères dans un environnement professionnel totalement nouveau pour moi, celui du journalisme en France. Chaque jour apportait son lot de défis. Mais, pas à pas, avec le soutien du SNJ-CGT, et surtout de mes camarades syndicalistes, j'ai commencé à reprendre confiance. Il fallait continuer d'avancer. J'ai retrouvé ma place, ma casquette syndicale et ma volonté de défendre une presse libre et indépendante.

### Une nouvelle famille au SNJ-CGT

Certes, rien ne comble totalement l'absence de ma famille, restée au pays. Mais ici, en France, j'ai trouvé une nouvelle famille, mes camarades, Manu, Pablo, Houda, Soraya, Mariem... et il y en a encore bien d'autres. Surtout, j'ai retrouvé ma voix de journaliste. En parallèle, j'ai eu la chance de participer à un programme exceptionnel de la Maison des journalistes : « Renvoyé spécial ». Ce programme de sensibilisation a été créé en 2006, en partenariat avec le Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information (Clemi), qui dépend du ministère de l'Éducation nationale.

Dans ce cadre, j'ai eu l'opportunité de sensibiliser les jeunes à une réalité méconnue :



Walid Bourouis a été élu au Comité national du SNJ-CGT lors du Congrès de juin.  
© Laurent Martinat

celle des journalistes contraints à l'exil. Je raconte mon histoire et je partage mon parcours de journaliste syndicaliste. Avec l'opération Renvoyé spécial, j'ai eu la chance d'intervenir auprès de collégiens, de lycéens, d'étudiants, et même de jeunes suivis par la Protection de l'enfance ou la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et dans des établissements pénitentiaires, où les échanges ont été aussi intenses.

### Programme “Voix en exil”

Depuis quelques mois, j'ai eu également l'opportunité de rejoindre la première promotion du programme Voix en exil, dirigé par l'Agence française de développement médias CFI, la Maison des journalistes, Singa<sup>2</sup> et Reporters sans frontières, avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce projet regroupait dix-neuf journalistes exilés originaires de neuf pays : Tunisie, Russie, Biélorussie, Afghanistan, Égypte, Syrie, Iran, Guinée et Haïti. Inauguré au mois de septembre, ce programme, qui s'étale sur neuf mois, nous donne accès à un accompagnement professionnel et à des formations pour développer

nos compétences et nos propres projets médiatiques. L'objectif est de soutenir les journalistes et les médias en exil, tout en nous permettant de faire entendre nos voix sur la scène internationale.

Certes, je suis en exil, éloigné de mon pays, désormais classé 118<sup>e</sup> au classement mondial de la liberté de la presse, mais cela ne m'empêchera pas de poursuivre la bataille contre un régime despotique qui prend les journalistes et les défenseurs des Droits humains pour cible. Je le fais pour mes confrères et consœurs Chadha, Sonia, Mourad et Mohamed, qui endurent des souffrances dans les prisons tunisiennes, mais aussi pour toutes les personnes détenues arbitrairement, pour tous ceux et toutes celles qui refusent de choisir le silence face à l'injustice. Peu importe les sacrifices, peu importe les douleurs à endurer, peu importe les défis à surmonter, il est essentiel pour moi de retrouver le chemin de la liberté et celui d'une transition démocratique en Tunisie, pour que ces sacrifices ne soient pas vains. ■

1. Lire son portrait dans *Témoins* n° 90.  
2. Singa est un réseau mondial qui vise à « changer le regard sur les migrations ».



MAHAMMAD MIRZALI

# Pourchassé et attaqué jusqu'en France

**Journaliste et blogueur azerbaïdjanais, Mahammad Mirzali est réfugié en France. Ce qui ne lui garantit pas une tranquillité d'esprit, au contraire. Il a ainsi fait l'objet de trois tentatives d'assassinat dans notre pays.**

Par **Éléonore Duplay**

C'est depuis son studio de seize mètres carrés qu'il traque la corruption et dénonce les abus de la famille Aliyev, au pouvoir en Azerbaïdjan depuis 1996. Exilé en France, le journaliste et blogueur Mahammad Mirzali a par exemple retrouvé des documents prouvant l'achat d'appartements ou de villas, en France ou en Angleterre, par des membres de la famille Aliyev. « J'ai calculé, cela fait plus de soixante millions d'euros pour acheter des appartements à Saint-Tropez et à Paris », explique le jeune homme. Ces informations, il les publie sur sa chaîne YouTube, Made In Azerbaïdjan, diffusée en cinq langues, qui affiche trois cent quarante mille abonnés. Fils d'un opposant politique, Mahammad Mirzali fréquente les manifestations depuis son plus jeune âge, et il n'a que 13 ans quand il publie son premier post dénonçant le régime du président Ilham Aliyev.

## Le régime azerbaïdjanais a tenté de le corrompre

Son engagement politique et le succès croissant de ses publications lui valent plusieurs arrestations et l'interdiction de s'inscrire à l'université. Mahammad Mirzali doit se résoudre à fuir l'Azerbaïdjan, après avoir diffusé sur sa chaîne YouTube la vidéo d'une tentative de corruption, où les autorités lui proposaient plusieurs milliers d'euros pour cesser ses activités.

Il a 22 ans quand il arrive en France, en 2016,

où il obtient le statut de réfugié politique. Installé à Nantes, il continue de publier des informations sur le régime tout en travaillant comme livreur, dans la restauration ou dans le bâtiment. En 2020, il est victime d'une première tentative d'assassinat. L'arme du tueur s'enraie et Mahammad Mirzali parvient à s'échapper, une seule balle le touchant à l'épaule. Un an après, un groupe armé

chaque sortie doit être organisée vingt-quatre heures à l'avance, même pour une simple promenade. « C'est comme une prison », confie le journaliste qui, cependant, n'envisage pas d'arrêter ses activités. « J'ai envoyé des documents à la justice en Azerbaïdjan, mais je n'ai eu aucune réponse », confie-il.

Alors que la COP 29 se tenait en novembre



En novembre dernier, Mahammad Mirzali a été reçu au Parlement européen, où il a plaidé pour le boycott de la COP 29 à Bakou.

l'agresse dans la rue, alors qu'il promenait son chien. Ce soir-là, Mahammad Mirzali reçoit seize coups de couteau. Laissé pour mort, il passera six heures au bloc opératoire. Enfin, en juin 2022, deux hommes sont arrêtés à un péage près d'Angers, avec des armes et, dans leur GPS, l'adresse du journaliste.

## Son adresse est gardée secrète

Le jeune homme, déjà protégé par la police, voit son régime de protection renforcé au niveau maximal.

À 30 ans, son adresse est gardée secrète et

à Bakou, il n'a de cesse de dénoncer les abus d'un régime qui s'appuie largement sur les revenus des énergies fossiles, pétrole et gaz, en abondance dans la région. Quelques semaines avant l'ouverture de la COP 29, il était reçu au Parlement européen, où il a plaidé pour le boycott de ce sommet. Mahammad Mirzali, qui a rejoint le SNJ-CGT, a demandé la nationalité française, ce qui devrait le protéger de toute tentative d'extradition de la part du régime azerbaïdjanais. Les hommes soupçonnés des tentatives d'assassinat de 2021 et de 2022 devraient être jugés en 2025. ■

ROZERIN URUCU

# "La lutte des classes pour la justice et l'égalité"

**La journaliste kurde Rozerin Urucu a dû fuir la Turquie, où on l'accuse d'être une « terroriste liée au service de renseignements du PKK ». En France, elle a rejoint le SNJ-CGT car, explique-t-elle, « la CGT défend nos intérêts contre la répression et l'exploitation ».**

Par **Rozerin Urucu**

Après un mandat d'arrêt émis contre elle, Rozerin Urucu a dû quitter la Turquie en 2019.



J'e suis diplômée du département de cinéma et de télévision de l'université turque de Yüzüncü Yil. En 2014, alors que je revenais de la région de Kobané, en Syrie, où j'étais allée faire un reportage, j'ai été arrêtée à la frontière. Par la suite, j'ai été relâchée. En 2019, alors que je travaillais pour l'agence Iz News, j'ai été prise pour cible par le Premier ministre de l'époque à cause d'un reportage que j'avais réalisé sur les élections à Istanbul. Suite à cet événement, j'ai été détenue

à Istanbul pendant deux jours. Cependant, ce n'était que le début : le dossier lié à mon arrestation de 2014 a été rouvert, et dans le cadre de ce dossier, j'ai été condamnée à vingt-deux ans de prison. Lorsqu'un mandat d'arrêt a été émis contre moi, j'ai dû quitter mon pays, en juillet 2019.

## Campagne de solidarité pour empêcher l'extradition en Turquie

Dans ma fuite, j'ai risqué ma vie en essayant

de traverser une rivière sur un bateau en plastique. Les policiers grecs venus me « secourir » m'ont jetée en prison au lieu de m'aider. J'ai passé seize jours en détention en Grèce, où j'ai subi des pressions pour être extradée en Turquie. Pendant mon incarcération, j'ai pu rencontrer de nombreux journalistes et avocats grecs et internationaux. Des campagnes de solidarité ont été lancées pour empêcher mon extradition vers la Turquie. Des chaînes d'information, des journaux et des sites comme Al Arabiya, Al Hadath, Efsyn et Kurdistan au féminin m'ont soutenue durant cette période.

Après avoir rejoint la France, j'ai déposé une demande d'asile. Cependant, CNN Türk a diffusé une information selon laquelle « la terroriste Rozerin Urucu, liée au service de renseignements du PKK, a fui vers l'Europe ». Ce reportage, accompagné d'images de la guerre au Rojava, cherchait à me présenter comme une terroriste.

## Violations des droits

J'ai traversé un processus assez complexe et sérieux, rempli de difficultés et de violation des droits, tant sur le plan personnel que sur celui de ma profession de journaliste. Heureusement, avec la CGT, j'ai retrouvé mon combat et mes croyances. En tant que personne ayant un passé marqué par la violation des droits, les pressions et l'exploitation dont j'ai été témoin dans mon pays, j'ai vu que les valeurs de la CGT s'accordent avec les miennes. La CGT défend nos intérêts contre la répression et l'exploitation, lutte pour réaliser le rêve d'un monde plus juste et poursuit son chemin avec détermination dans ce but.

De plus, la CGT a toujours été solidaire avec moi. J'ai choisi d'être avec la CGT pour créer un changement dans la société et faire entendre ma voix contre les violations des droits au niveau national et international. J'ai rejoint ce grand mouvement de solidarité afin de protéger nos droits économiques et sociaux et de contribuer à la lutte des classes pour la justice et l'égalité. ■



## APPEL

# CONTRE "l'omnipotence financière et médiatique DU GROUPE BOLLORÉ"

Notamment signé par le SNJ-CGT, l'« Appel à désarmer Bolloré » vise à s'opposer à « un milliardaire [qui] se trouve, à lui seul, en position de mettre la démocratie en danger ». Le collectif a organisé le 9 décembre une « contre-assemblée générale » au moment où les actionnaires de Vivendi se réunissent.

comme celle des actionnaires de Vivendi. Chacune des organisations y est donc allée de ses propositions de résolutions à des actionnaires imaginaires. La première exposée par le SNJ-CGT était la reconnaissance juridique de la rédaction, accompagnée du droit d'agrément de la direction de la rédaction et la prise en compte des motions de défiance votées par cette dernière. Deuxième proposition du syndicat : la séparation de Vivendi en tant de filiales que de médias possédés par le groupe, afin que chacun ait son indépendance, ainsi qu'une structure propre pour parler des questions éditoriales. Le SNJ-CGT a également demandé de « revoir entièrement les aides à la presse, afin qu'elles n'aillent pas aux milliardaires mais davantage aux médias indépendants ». Dernier apport du SNJ-CGT lors de cette parodie d'assemblée générale : « Les citoyennes et les citoyens ont besoin de médias dans lesquels ils puissent avoir confiance, mais cela ne passe pas par la labellisation prônée par certaines ONG. » Une allusion directe à une des recommandations des États généraux de l'information, portée notamment par Reporters sans frontières (RSF).

## "L'extrême-droitisation de la société française"

L'initiative du 9 décembre visait à « dénoncer publiquement l'omnipotence financière et médiatique du groupe Bolloré et son rôle dans l'extrême-droitisation de la société française ». « Un milliardaire se trouve, à lui seul, en position de mettre la démocratie en

danger. Il nous faut le désarmer », souligne l'appel, qui précise : « À l'heure où capitalisme néolibéral et fascisme agissent de concert, une société démocratique ne peut exister qu'en s'affranchissant de l'influence économique, politique, sociale, idéologique de Bolloré et de ses semblables, en se protégeant de leur appropriation hégémonique des moyens médiatiques et culturels de diffusion de la pensée. Des médias libres, pluriels, indépendants et non asservis aux intérêts de quelques milliardaires sont une nécessité. Nous appelons à la formation d'un front social, syndical, écologiste, féministe, décolonial, antifasciste et international pour faire échouer leurs plans. »

## L'arbre Bolloré ne doit pas cacher la forêt des milliardaires

Pablo Aiquel a salué lors de ce rassemblement la présence de journalistes du groupe de presse magazine Prisma, le seul parmi ceux possédés par Bolloré où les représentants des salariés ont voté en comité social et économique (CSE) contre la séparation de Vivendi en quatre entités, qui était au centre de la « vraie » assemblée générale des actionnaires, préalable, notamment, à la cotation de Canal+ à la Bourse de Londres. Le secrétaire général du SNJ-CGT n'a pas oublié de souligner que l'arbre Bolloré ne doit pas cacher la forêt des milliardaires des médias, à l'heure où, par exemple, Rodolphe Saadé a décidé de fermer BFM Paris. ■

1. Le premier « Appel à désarmer Bolloré » date de juillet 2024, quand l'Arcom examinait la réattribution de fréquence à CNews. D'autres initiatives sont prévues. Plus de détails sur [désarmer-bollore.net](https://désarmer-bollore.net).



Cela fait quinze ans que nous luttons contre la concentration dans les médias, qui provoque notamment une casse sociale, soit de manière autoritaire comme au JDD, soit de manière plus insidieuse comme chez Prisma en laissant partir les journalistes. » Le 9 décembre, Pablo Aiquel, secrétaire général du SNJ-CGT, n'a pas caché son plaisir de participer au rassemblement pour « Désarmer Bolloré » aux côtés d'organisations que nous n'avons pas l'habitude de côtoyer dans nos initiatives liées aux médias, comme les Soulèvements de la terre, Extinction Rebellion ou encore les Scientifiques en rébellion. Ce rassemblement a pris la forme d'une « contre-assemblée générale », organisée en même temps

## CCIJP

# Un score historique et un siège de plus pour le SNJ-CGT

Notre syndicat conserve ses quatre élus et élus en commission de première instance de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) et fait son entrée en commission supérieure.

Avec 3 408 voix, soit 25,85 %, au deuxième tour de l'élection des représentants des journalistes à la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP), le SNJ-CGT réalise le meilleur score de son histoire. Il a même progressé par rapport au premier tour, où il avait recueilli 3 265 voix, soit 21,89 %, ce qui représentait déjà son meilleur score de premier tour et 533 voix de plus qu'au premier tour de 2021. À l'inverse, les autres listes ont enregistré de forts reculs, avec un taux de participation en baisse. Mais, surtout, le SNJ-CGT réalise une grande première : obtenir un siège de suppléant au sein de la commission supérieure, celle qui est saisie en cas de contestation d'un refus de carte. C'est Houda Benallal, membre du Bureau national du SNJ-CGT, qui a été élue à ce poste.

Houda, après avoir effectué une grande partie de sa carrière en presse quotidienne régionale (*La Marseillaise*), est aujourd'hui journaliste rémunérée à la pige, notamment pour la NVO, et formatrice en éducation aux médias. Elle ne le cache pas : elle a beaucoup découvert dans le fonctionnement de la commission supérieure. Mais, confie-t-elle, « je ne pars pas de rien. Tout le travail syndical que nous menons [au Bureau national et au Comité national du SNJ-CGT] me servira. Ce mandat demandera beaucoup de boulot mais je suis persuadée qu'il sera très enrichissant. »

La première prise de contact avec la CCIJP et avec un élu SNJ à la commission supérieure la conforte dans cette idée.

## Le travail de nos élus et élus a payé

Houda travaillera bien sûr en lien avec les quatre élus sortants et élus sortants, que le SNJ-CGT conserve au sein de la commission de première instance<sup>1</sup>, celle qui instruit les demandes de cartes : Elisabeth Braconnier (journaliste à France 3 Bourgogne-Franche-Comté), Dominique Carlier (ex-Reworld Media), Nathalie Simon (*L'Humanité*) et Thomas Colpaert (*Télé Loisirs*, groupe Prisma Media). Au-delà du travail d'instruction des demandes de cartes, nos élus et élus ont participé au bureau de la CCIJP et aux divers groupes de travail. C'est ainsi que



le SNJ-CGT est à l'origine ou a fortement contribué aux avancées concernant l'attribution de la carte aux journalistes correspondants et correspondants à l'étranger de médias français, à celles et ceux exerçant sur les réseaux sociaux ou aux journalistes demandeuses et demandeurs d'emploi.

Pour le nouveau mandat qui débute le 1<sup>er</sup> janvier 2025, les défis ne manquent pas, de la nécessaire diversité de profils chez les journalistes à l'explosion de la formation en alternance en passant par les conséquences de l'intelligence artificielle générative et la prise en compte de l'éducation aux médias dans l'activité des journalistes.

## Un problème de taille : la trop faible participation

Le travail mené à la CCIJP a donc manifestement payé dans les urnes, ainsi que la campagne menée par le SNJ-CGT, avec des tractages dans les rédactions, notamment en région, ou encore les vidéos de candidatures et de candidats sur les réseaux sociaux. Reste cependant un problème de taille : la participation bien trop faible au scrutin. Elle était au premier tour de 37,1 %, très en dessous du quorum nécessaire de 50 %, d'où l'organisation du deuxième tour<sup>2</sup>, où la participation a chuté à 32,6 %. C'est une réelle déception, la carte d'identité des journalistes professionnels et la commission qui la délivre étant une composante majeure du statut des journalistes. ■ L. F.

1. Le SNJ obtient huit sièges en commission de première instance, la CFDT-Journalistes quatre.

2. Au premier tour, seules les organisations syndicales représentatives dans la branche (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes, SGJ-FO) peuvent se présenter. Au deuxième tour s'est ajoutée une liste CFJC.



## RÉFLEXION

# UN SÉMINAIRE ET des journées spécifiques pour les femmes

## LUTTER CONTRE LES COMPORTEMENTS OPPRESSIFS

Dans les années 1990, la CGT s'est dotée d'un collectif Femmes-mixité, devenu commission Femmes-mixité. Celle-ci propose des objectifs et des pistes de travail pour que la CGT devienne une organisation réellement mixte. Une charte égalité femmes/hommes existe à la CGT depuis 2007, annexée aux statuts depuis le 50<sup>e</sup> Congrès. Le guide « Réussir l'égalité femmes/hommes dans la CGT » propose des pistes concrètes pour favoriser la prise de responsabilités des femmes dans le syndicat :

- Faire figurer explicitement dans les critères de construction de la direction la parité ou la juste représentation des femmes.
- Préciser lors des appels à candidature les critères attendus pour chaque mandat.
- Avoir un autre regard sur les responsabilités, rompre avec le présentisme et la « virilité » souvent exigés de façon informelle.
- Donner une définition claire des temps et moyens nécessaires pour chaque activité.
- Accompagner les candidatures et travailler les moyens au cas par cas pour lever les obstacles (frais de prise en charge des enfants, par exemple).
- Et, surtout, ne pas penser à la place des personnes sous prétexte qu'elles ont des enfants, des contraintes et ne seraient pas disponibles.

**PLUS D'INFOS SUR**  
www.egalite-professionnelle.cgt.fr



**Le SNJ-CGT, comme la CGT, organise régulièrement des débats, des formations ou des séminaires pour sensibiliser ses membres, renforcer ses valeurs d'égalité et inspirer un changement dans les pratiques, à la fois en interne et dans les rédactions.**

**L**a journée d'études de la CGT « Préparons la grève du 8 mars » se déroulera comme l'an passé à son siège de Montreuil, dans le patio, le mardi 11 février 2025. Certaines d'entre nous y participeront. À l'issue de cette formation, les stagiaires auront créé un plan de revendications et de déploiement pour se donner les moyens de réussir la grève du 8 mars, en montant une campagne syndicale dans quelques secteurs féminisés travaillant le samedi (le 8 mars 2025 est un samedi). Parallèlement, le groupe Femme-mixité du SNJ-CGT organise une journée de formation interactive pour les femmes le 30 janvier, avec l'idée de partir des problèmes de

l'une ou l'autre et de voir ce qui pourrait l'aider, et de trouver comment améliorer la vie des personnes présentes. Le syndicat a fait circuler un questionnaire sur ce sujet et les réponses confirment ce que certains éléments factuels indiquent déjà. Le quart des camarades souhaitent des outils pour « se protéger, poser des limites, répondre aux comportements oppressifs, préserver leur énergie », et, pour un tiers des femmes ayant répondu, c'est la priorité numéro un à traiter.

### Contre les violences sexistes et sexuelles

Le séminaire de l'an dernier avait déjà révélé des situations de violences physiques, d'intimidation, de coups de pression, d'insultes ou de dénigrement subies par les camarades dans leur activité syndicale. C'est inacceptable ! Les exemples d'élèves, de mandataires ou de militantes qui font face à des comportements oppressifs sont trop nombreux. Cela met en lumière les défis spécifiques auxquels les femmes militantes sont confrontées, même dans des structures supposées progressistes. Les violences dénoncées relèvent souvent, mais pas exclusivement, de comportements à l'extérieur du syndicat. Nous pouvons certainement agir plus rapidement et plus efficacement face aux situations de violence signalées.

La représentation féminine s'est accrue à des postes clés au SNJ-CGT, et le Comité national tient un discours clair et ferme contre les comportements sexistes et ou violents. La place des femmes et leur prise de responsabilité dans le SNJ-CGT est une priorité absolue. La rapidité avec laquelle les membres du Bureau national se sont engagés dans les formations sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles en témoigne. Presque tous sont déjà formés, six mois après leur élection.

**Sonia Reyne**

## FEJ

# ENQUÊTE SUR LES violences à l'encontre des journalistes

**L**e manque de données exhaustives complique l'étude des violences à l'encontre des journalistes, qui englobent différents types d'agressions : physiques, psychologiques, verbales et institutionnelles. Elles se multiplient donc sans être réellement inventoriées. Pour mieux les identifier à travers l'Europe, le Gendeg (Groupe d'experts des questions de genre et de diversité) de la Fédération européenne des journalistes (FEJ) lance un questionnaire<sup>1</sup> visant notamment les violences relatives aux discriminations de genre et de diversité. En prenant appui sur deux études fondamentales réalisées en partenariat avec les syndicats

belges AJP et VVJ, « Portrait des journalistes » et « Être une femme journaliste en langue française », l'enquête du Gendeg entend mesurer les types de violences subies par les journalistes européens, les lieux de violence (médias, terrain), la situation des journalistes indépendants, etc.

### État des lieux et pistes de solutions

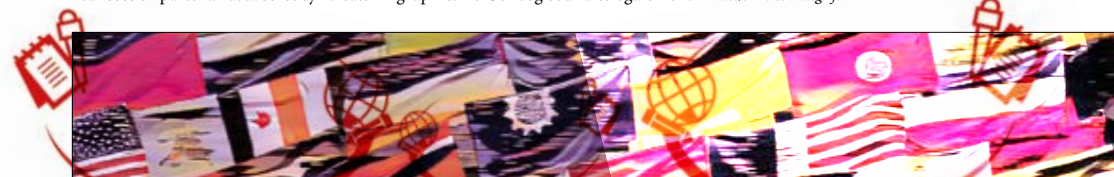
Disponible jusqu'au 31 janvier 2025, ne nécessitant que dix minutes, ce questionnaire anonyme est destiné aux journalistes syndiqués et non syndiqués. Il permettra de dresser un état des lieux complet des situations de violences et de créer une cartographie. Le Gendeg souhaite également

explorer des pistes de solutions et apporter une réflexion sur la formation des journalistes, la mise en place de mécanismes de protection, ainsi que les mesures concrètes à adopter dans les médias et les institutions pour créer un environnement de travail plus sûr.

Au printemps 2025, la présentation des résultats sera l'occasion de renforcer les réseaux entre journalistes, syndicats et autres acteurs engagés dans la défense des droits professionnels des journalistes. ■

**H. B.**

1. <https://ajpjournalistes.limesurvey.net/924989?lang=fr>.



## Les pigistes d'Europe à Vichy

**Q**u'ils et elles bénéficient de la présomption de salariat, comme les journalistes rémunérés à la pige en France, ou qu'ils soient considérés comme des « free-lance » dans la plupart des pays européens, les journalistes indépendants – dans le sens où ils ne font pas partie du staff des permanents des rédactions – sont confrontés aux mêmes défis : réussir à négocier l'augmentation de leurs revenus, l'amélioration de leurs conditions de travail et lutter contre la précarité de leur situation, par définition instable. Le prochain atelier européen du programme de la

FEJ, « Debout pour le journalisme », coorganisé par le SNJ-CGT, aura pour thème la négociation collective pour les journalistes free-lance et pigistes, et se déroulera à Vichy les 23 et 24 janvier 2025.

### Outils européens de dialogue social

Au programme, des réflexions sur les outils européens en matière de dialogue social : la recommandation européenne reconnaissant que les « auto-employés isolés », sans salariés, ne sont pas des entreprises et doivent donc pouvoir négocier collectivement, mais aussi la directive européenne sur les travailleurs

des plates-formes. Un des principaux fers de lance de cette directive, l'eurodéputée (LFI) Leïla Chaïbi, participera à l'atelier. Bonnes pratiques, impact de l'intelligence artificielle sur les travailleurs isolés, stratégies de lutte : en moins de quarante-huit heures, dans la cité natale d'Albert Londres, les journalistes syndicalistes de la FEJ ont un programme dense, auquel prendra part le secrétaire général de l'Union départementale CGT de l'Allier, Laurent Indrusiak. Une rencontre qui doit servir à renforcer et améliorer les outils de lutte pour les droits des journalistes free-lance et pigistes en Europe. ■

**P. A.**





Iona P. sociétaire a dit :

“**À la Macif, le prix est juste, ça permet de rendre l'assurance accessible.**”

**Vous avez tout compris à nos prix, Iona.**

**La Macif n'a pas d'actionnaire à rémunérer et propose les prix les plus compétitifs pour assurer le plus grand nombre.**



**La Macif,  
c'est vous.**

Campagne réalisée à partir de témoignages de sociétaires Macif. Photos prises par les sociétaires.

**MACIF** - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.